

Colloque

La guerre d'Algérie a eu lieu

Le séminaire « Mémoires de l'immigration algérienne : la guerre d'Algérie en France », s'est ouvert hier dans le 14^e arrondissement. Les travaux se poursuivent aujourd'hui.

EN parler, non pas sans passion, mais avec raison. Quarante ans après la guerre d'Algérie, cet objectif formulé par Ali Haroun, ancien responsable du FLN ne coule toujours pas de source.

Tous les bâtons mis dans les roues de l'organisation du « séminaire de travail » du CREOPS (Centre régional d'Etudes et d'observations des politiques et pratiques sociales) en témoignent (voir nos précédentes éditions).

Comme en témoigne le rassemblement même de l'ouverture des travaux, de quelques dizaines de manifestants insultant les participants au colloque à leur entrée au centre d'animation Font Obscure où se déroulent les débats.

Droit de réunion et devoir de vérité

La présence à leur tête de plusieurs élus de l'extrême droite fascisante n'a rien de surprenant. En revanche, celle d'élus de la droite, dont Solange Moll, adjointe au maire de Marseille interpelle ceux qui, selon la formule de Tahar Rahmani, élu municipal (PS), sont attachés au



Au premier rang de l'assistance, des acteurs de ces événements qui livreront leur témoignage. (Photo Patrick DI DOMENICO).

Vigier, premier adjoint (PCF) au maire de secteur, est que les événements donnent rai-

tion présentée par l'extrême droite, le vice-président communiste de l'assemblée ré-

Il a lieu. Et c'est bien ainsi. Car la guerre d'Algérie elle, a bien eu lieu, et les parti-

réellement rencontrée et reste à écrire. Certes, ces événements qu'on a refusé, des

littérature. Mais, explique l'historien Emile Témime, « ce n'est pas de l'histoire, c'est de la nostalgie ».

Professeur émérite à l'Université de Provence, chercheur au CNRS, il précise son rôle durant ces deux jours. « Je ne suis pas là en militant, j'aurais pu. Mais en historien. Je vais donc écouter, essayer de comprendre pour ensuite traduire ». Il n'en livrera pas moins quelques réflexions fort appréciées, notamment sur les « silences » (lier ci-dessous).

On ne peut avoir été acteur et être impartial

Ecouter, a-t-il dit. Il est vrai que ceux qui sont venus pour témoigner en ont des choses à dire, et qu'ils sont eux mêmes conscients que « les acteurs sont souvent mus par les sentiments » (Mohamet Mechatti, l'un des « 22 » qui, en juillet 1954 décidèrent le déclenchement de la lutte armée). Appréciation voisine d'Ali Haroun, pour qui « on ne peut avoir été acteur et être impartial ». Les participants ont pourtant écouté avec le plus vif intérêt, son analyse selon laquelle

La présence à leur tête de plusieurs élus de l'extrême droite fascisante n'a rien de surprenant. En revanche, celle d'élus de la droite, dont Solange Moll, adjointe au maire de Marseille interpellé ceux qui, selon la formule de Tahar Rahmani, élu municipal (PS), sont attachés au « *droit de rénumon* », comme au « *devoir de vérité* ». Mais l'essentiel, estime Rudy



Au premier rang de l'assistance, des acteurs de ces événements qui livreront leur témoignage. (Photo Patrick DI DOMENICO).

Vigier, premier adjoint (PCF) au maire de secteur, est que les événements donnent raison Alain Hayot. Dénonçant en séance plénière le caractère provocateur d'une mo-

tion présentée par l'extrême droite, le vice-président communiste de l'assemblée régionale avait en effet déclaré : « *de toute façon, ce colloque se tiendra* ».

Il a lieu. Et c'est bien ainsi. Car la guerre d'Algérie elle, a bien eu lieu, et les participants venus pour témoigner l'ont rencontrée. L'histoire en revanche ne l'a pas encore

réellement rencontrée et reste à écrire. Certes, ces événements qu'on a refusés, des années durant de désigner par le terme de guerre ont certes suscité une abondante

« 22 » qui, en juillet 1954 décidèrent le déclenchement de la lutte armée). Appréciation voisine d'Ali Haroun, pour qui « *on ne peut avoir été acteur et être impartial* ». Les participants ont pourtant écouté avec le plus vifs intérêt, son analyse selon laquelle, la guerre d'Algérie aurait pu ne pas avoir lieu.

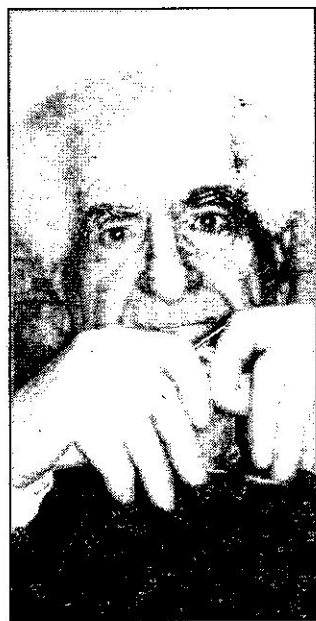
Christian CARRERE

Emile Témime : les deux silences

EMILE Témime estime que le travail des historiens s'est heurté jusqu'ici à « *un double silence* ». Il parle du « *silence des archives auxquelles on n'a pu accéder que depuis quelques années* ». Précisant que, pour sa part, il a pu, grâce à la compréhension d'un préfet, accéder à certaines il y a plus de 10 ans. Il pense que l'ouverture, voici quelques mois de celles de la gendarmerie, ouvre un vaste champ à la recherche. « *Il y avait un silence à rompre. Nous sommes en train de le faire* »

L'autre silence, estime-t-il, c'est « *celui des acteurs* ». Et de l'expliquer par « *le traumatisme qui rend très difficile de parler, surtout à ses enfants* ». Mais ajoute-t-il, c'est précisément parce que c'est difficile, que des initiatives comme ce séminaire sont utiles. Indispensables même.

Spécialiste de l'immigration, Emile Témime affirme qu'« *on ne peut travailler sur l'immigration algérienne en France si on ne remonte pas plus haut. Si on ne sait pas comment s'est constituée la*



Emile Témime : « *Je suis venu pour écouter* ».

fédération de France du FLN ». Pour comprendre ces gens, ajoute-t-il, « *il faut savoir comment ils sont venus. Comment il se sont engagés* ». De même, « *il est très utile de connaître l'attitude des citoyens français quand le contingent a été engagé* ».

Mohamed Méchati : le choc du 8 mai 45

L'UN des « 22 » qui ont décidé le déclenchement de la lutte armée, Mohamed Méchati se souvient de sa première venue à Marseille. « *J'ai débarqué à Saint-Tropez durant l'été 1944. J'avais 23 ans* ». Il appartenait au 7e régiment des tirailleurs algériens qui a participé aux combats de la libération de Toulon et de Marseille et pourchassé l'occupant nazi. Cantonné à La Ciotat après la capitulation de l'Allemagne, il s'étonne que lui et ses camarades ne soient pas tout de suite embarqués pour l'Algérie. C'est là qu'il apprend la violente répression qui a frappé ses compatriotes qui avaient manifesté là-bas le 8 mai 1945 pour la liberté de leur pays. « *Pour nous qui avons combattu pour la liberté de la France, ce fut un grand choc. Un choc à l'origine de mon militantisme pour l'indépendance* ». Il participa à la création de l'organisation du FLN en France, dont il fut membre du comité fédéral en 1955 et 1956, avant de se retrouver en détention politique jusqu'en 1962. « *La formation politique que j'ai*



Mohamed Méchati à Marseille 56 ans après.

acquise entre ces deux dates, explique-t-il, m'a permis d'organiser le FLN, mais aussi de le contenir. Nous avons tout fait pour empêcher la violence contre le peuple français. Je m'inscris en faux contre les accusations d'attentats aveugles. Il y a eu des attentats, mais des attentats ciblés. Par exemple contre des commissariats où l'on pratiquait la torture ».

Ali Haroun : Etait-ce nécessaire ?

MEMBRE du Comité fédéral du FLN en France de 1958 à 1962, Ali Haroun considère que « *la guerre d'Algérie constitue un stade du processus de décolonisation de ce qui fut l'Empire français* ». Et de poser la question : « *était-elle nécessaire ?* » Il rappelle que Guy Mollet l'avait qualifiée de « *guerre imbécile et sans issue* ». Estimant que si l'auteur de cette formule en avait tiré toutes les conclusions, « *si les autorités françaises avaient perçu ce processus de décolonisation, la guerre d'Algérie n'aurait pas eu lieu* ». Il étaye cette affirmation en évoquant les exemples de la Tunisie et du Maroc.

Mais, poursuit-il, c'est l'inverse qui se passa, « *et au fil des mois, ce fut l'engrenage d'une guerre atroce* ».

« *Que demandions-nous à l'époque ?* » demande-t-il. « *L'application des principes de la Charte de San Francisco* » dont il résume l'esprit en une phrase : « *Les peuples qui ont lutté contre le fascisme et l'Hitlérisme devaient bénéficier de leur*



Ali Haroun : « *si les autorités françaises...* »

propre liberté ». Tel était, poursuit-il, « *le sens des manifestations du 8 mai 1945* ».

« *Nous avons alors considéré que nos efforts pour obtenir la mise en oeuvre de la Charte par des voies politiques avaient été inutiles. Et, dans sa grande majorité le peuple algérien a fait ce même constat...* ».

Colloque sur la guerre d'Algérie

Des plaies encore ouvertes

Témoignages, débats, confrontations... Deux journées de travaux sans nul doute utiles pour remplir les pages d'une histoire qui n'est pas encore écrite.

LE colloque initié par le CREOPS (Centre régional d'études et d'observations des politiques et pratiques sociales) s'est poursuivi hier au Centre d'animation Font Obscure, dans le 14^e arrondissement de Marseille.

Thème de deux jours (samedi 2 et dimanche 3 décembre) de travaux : « Mémoires de l'immigration algérienne : la guerre d'Algérie en France ». Une initiative guidée par « le devoir de vérité », quarante ans après des événements dont les plaies sont loin d'être toutes cicatrisées. Ce dont certains extrémistes profitent d'ailleurs pour tenter d'élargir le fossé qui sépare encore nombre de « pieds noirs » et ceux qui ont participé ou soutenu la lutte pour l'indépendance.

Un de ces drames que l'histoire connaît

Après la manifestation de samedi, cautionnée par une adjointe au maire de



Les participants ont posé de nombreuses questions aux témoins. (Photo Migué MARIOTTI)

giques du colonialisme, ont brûlé hier un drapeau algérien devant le parc où se déroulait le « séminaire de travail » avant d'être éva-

quelques heures plus tôt, à l'intérieur, Ali Haroun, dirigeant de la fédération du FLN en France de 1958 à 1962 avait reconnu la réa-

quer « ces gens partis en France à 60 ans, un âge auquel on ne refait pas une vie ». C'est là, a-t-il poursuivi, un de ces drames

L'orateur répondait à la question d'un participant sur les rapports entre la communauté pied noire et les populations autoch-

prononçaient pour le maintien des populations d'origine européenne dans l'Algérie libérée du colonialisme. « De ceux qui opteraient pour la nationalité algérienne, comme de ceux qui souhaitaient conserver leur nationalité ».

La politique de terre brûlée

Pour lui, c'est « la politique de terre brûlée de l'OAS » qui a engendré l'irréparable.

Analyse contestable ? Il en est sans doute qui le pensent. Mais, ont souligné plusieurs intervenants, « les témoignages recueillis, le travail critique des historiens commence ». Le but du colloque était donc de recueillir nombre de ces témoignages. Entre autres, ceux de responsables du FLN à l'époque, celui de Francis Jeanson initiateur du réseau qui porta son nom, ou celui (lire ci-dessous) de Robert Davezies, un prêtre engagé dans ce réseau.

« *peus noirs* » et ceux qui ont participé ou soutenu la lutte pour l'indépendance.

Un de ces drames que l'histoire connaît

Après la manifestation de samedi, cautionnée par une adjointe au maire de Marseille, (voir *La Marseillaise* d'hier), une poignée de droite, nostalgique du colonialisme, ont brûlé hier un drapeau algérien devant le parc où se déroulait le « séminaire de travail », avant d'être évacués par la police.

Insupportable. Et d'autant plus regrettable, que

quelques heures plus tôt, à l'intérieur, Ali Haroun, dirigeant de la fédération du FLN en France de 1958 à 1962 avait reconnu la réalité du « drame vécu par des personnes d'origine européenne ». Et d'évo-

quer « ces gens partis en France à 60 ans, un âge auquel on ne refait pas une vie ». C'est là, a-t-il poursuivi, un de ces drames que « l'histoire connaît tous les deux ou trois siècles ».

L'orateur répondait à la question d'un participant sur les rapports entre la communauté pied noire et les populations autochtones avant l'exode. Il a cité de nombreux dirigeants de la « révolution » qui se

nombre de ces témoignages. Entre autres, ceux de responsables du FLN à l'époque, celui de Francis Jeanson initiateur du réseau qui porta son nom, ou celui (lire ci-dessous) de Robert Davezies, un prêtre engagé dans ce réseau.

Christian CARRERE

Les participants ont posé de nombreuses questions aux témoins. (Photo Migué MARIOTTI)

Témoignage

Ces acteurs à qui on donne trop rarement la parole

Robert Davezies rend hommage à ses amis prêtres ouvriers, aux appelés qui ont dénoncé les exactions de l'armée française et aux déserteurs.

ROBERT DAVEZIES, un prêtre dont l'engagement dans la lutte pour l'indépendance algérienne (lire ci-contre) a, en son temps, défrayé la chronique, a beaucoup hésité avant de participer au colloque.

« A force d'écrire et de parler, je vais finir par râbâcher... Et puis ce sont toujours les mêmes qui sont interviewés », déclare-t-il dans son intervention. Avant d'ajouter que « des gens généreux ont eu leur vie perturbée - avoir soutenu le FLN n'est pas forcément en odeur de sainteté dans la société française - ont des choses à dire qui seraient bien utiles aux historiens ».

Il accepte quand même de

parler de lui. Mais c'est pour rendre hommage à ses « camarades prêtres ouvriers » qu'il côtoyait à la Mission de France et qui travaillaient « sur les chaînes de Renault Billancourt ou de Simca Nanterre, au coude à coude avec des ouvriers algériens » qui leur demandaient quelquefois d'héberger des gens ou de l'argent collecté pour le FLN. « Et ils acceptaient. C'est ça l'Évangile ».

Et puis, ajoute-t-il, ils « m'ont demandé de leur donner un coup de main. C'est là qu'a commencé l'aventure qui s'est poursuivie dans les réseaux ».

Des appelés témoignent

Ces hommes-là, « tous

morts aujourd'hui, ont pris fait et cause pour la lutte des Algériens, non pas sur la base de concepts, mais parce qu'ils connaissaient des Algériens, prolos comme eux, qui avaient besoin de leur indépendance ». Et qui se sont trouvés confortés dans ce choix, raconte l'intervenant, en recevant des lettres de « camarades de travail, appelés ou rappelés qui ne supportaient pas les exactions de l'armée française ».

Robert Davezies parle alors des « piles de lettres » centralisées chez son ami Jean Urvoas dès juillet 1956. Elles ont été publiées en mars 1957 sous le titre « Des appelés témoignent » avec la caution de personnalités

comme Mauriac.

Il rend aussi hommage à ces déserteurs qu'il a connus durant son exil. « Quand je les écoutais, je pensais à ceux qui sauvaient leur acte au nom d'une certaine France ». En fait, Robert Davezies est convaincu qu'« ils n'ont pas d'abord agi ainsi pour la France, ni pour le parti communiste, ni pour l'église. Même s'il y a eu de cela. Mais pour des hommes de leur âge qu'ils considéraient comme des frères ». Parce que, a écrit l'un d'entre eux, « la mesure de l'amour c'est d'aimer sans mesure ».

Propos recueillis par C. C. A ces

L'engagement de Robert Davezies

ROBERT Davezies est né en 1923 à Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

Prêtre à Lannemezan (Hautes-Pyrénées) il demande et obtient en 1953 son détachement à la Mission de France et travaille comme ingénieur - il est licencié sciences - dans les laboratoires de physique de l'École normale supérieure à Paris de 1955 à 1958.

Après le déclenchement de la guerre d'Algérie, le 1er novembre 1954, il soutient le FLN, ce qui le contraint à sortir de France en 1958. Inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État et d'association de malfaiteurs, il est condamné, en 1960, à 10 ans de prison et 20 ans d'interdiction de séjour par défaut.

Hors de France, il apporte son appui au combat des algériens pour leur indépendance nationale. Au terme d'une enquête auprès des réfugiés algériens et des soldats de l'ALN sur les frontières de



Robert Davezies : un prêtre qui a connu l'exil.

la Tunisie et du Maroc, il acquiert la conviction que le peuple algérien a, dans sa grande majorité, choisi le camp de la lutte pour l'indépendance. Cette enquête intitulée « Le Front » est publiée le 2 octobre 1959 aux Editions de minuit.

Il rentre clandestinement en France il est arrêté en 1961 et libéré un an plus tard.